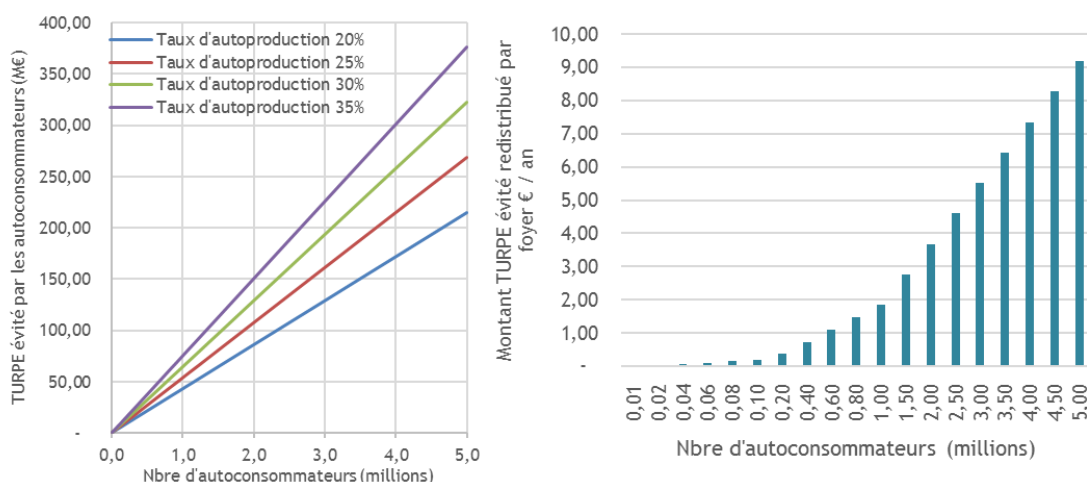


Contribution de l'ADEME à la Consultation Publique N° 2018-003 du 15 février 2018 de la CRE, relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente

Comme le rappelle la CRE, Enedis comptabilisait à la fin de l'année 2017 20 000 installations en autoconsommation individuelle contre 8 000 fin 2016. Ces chiffres semblent indiquer qu'une dynamique est amorcée, même si la proportion reste faible au regard des 37 millions d'abonnés raccordés au réseau électrique de distribution.

La plupart de ces installations sont des opérations chez des particuliers et ayant un taux d'autoproduction faible. Pour ces opérations, les kWh soutirés du réseau sont utilisés pour calculer la composante de soutirage du TURPE 5. Les kWh soutirés étant majoritaires par rapport aux kWh autoconsommés, les pertes de recettes pour le financement du réseau restent à ce jour limitées. Même avec 1 million d'autoconsommateurs individuels, la redistribution du TURPE non payé par les autoconsommateurs représenterait, d'après des estimations simplifiées de l'ADEME, moins de 2€ de facture annuelle en plus pour tous les consommateurs. L'ADEME reconnaît toutefois le besoin de réfléchir à l'évolution du cadre de la tarification du réseau dès à présent, et ce pour donner de la visibilité aux acteurs souhaitant mettre en œuvre des projets d'autoconsommation.



En complément des réponses apportées aux questions de la CRE, l'ADEME souhaite au préalable apporter quelques réactions sur la délibération de la CRE publiée concomitamment à la consultation écrite.

L'ADEME souhaite ici donner son avis sur les orientations et recommandations de la CRE, et qui font suite à la concertation et aux ateliers organisés sur le second semestre 2017 sur la thématique de l'autoconsommation. L'ADEME tient à saluer l'organisation de ces discussions, qui ont regroupé l'ensemble des acteurs concernés.

La délibération de la CRE a formulé des recommandations aux conséquences négatives pour les projets en autoconsommation.

1. La CRE recommande de ne plus appliquer l'exonération de CSPE et de taxe locale pour les installations de puissance supérieure à 9kWc

Sur la pertinence de considérer qu'il existe une exonération de CSPE :

Tout d'abord, l'ADEME s'interroge sur le principe même de considérer qu'il existe une exonération, alors même que les kWh autoconsommés « n'existent pas » du point de vue du réseau. L'ADEME estime ainsi qu'il n'est pas pertinent de recouvrer fiscalement les kWh autoconsommés. En effet, les autoconsommateurs continueront à payer la CSPE sur les kWh non autoproduits, c'est-à-dire pour la majorité de leur consommation car les installations d'autoconsommation ont généralement des taux de couverture assez faibles. Par ailleurs, notons que des installations sont déjà exonérées partiellement de CSPE en France, dans le cas du plafonnement pour les sites industriels à 0,5% de la valeur ajoutée ou en absolu à 627 783€.

L'ADEME suggère de ne pas considérer ces kWh autoconsommés comme tombant sous le principe de taxes à la consommation, mais bien comme des **kWh autoproduits** pour lesquels un porteur de projet a pris un risque d'investissement dans les EnR, et qui de fait sont équivalents à l'effacement d'une partie de ses consommations du réseau. On peut tout à fait comparer l'investissement dans la production PV en autoconsommation à un investissement dans l'isolation de son logement, qui pour le même montant, pourrait conduire à une baisse similaire de la facture du point de vue de la collectivité. Dans le second cas, on ne considère pas qu'il s'agit d'une exonération de CSPE sur l'économie d'énergie soutirée. On peut adopter le même point de vue dans le premier cas.

Sur l'impact de taxer ces kWh autoconsommés :

Au-delà du périmètre fiscal, la CRE argumente sa recommandation sur le fait que les grandes installations sur toitures bénéficiant d'un fort ensoleillement sont rentables sans soutien complémentaire direct. Mais sur son exemple des 21% de candidats n'ayant pas demandé de primes, il est tout de même noté que ces derniers ont sollicité une rémunération plancher des kWh autoconsommés.

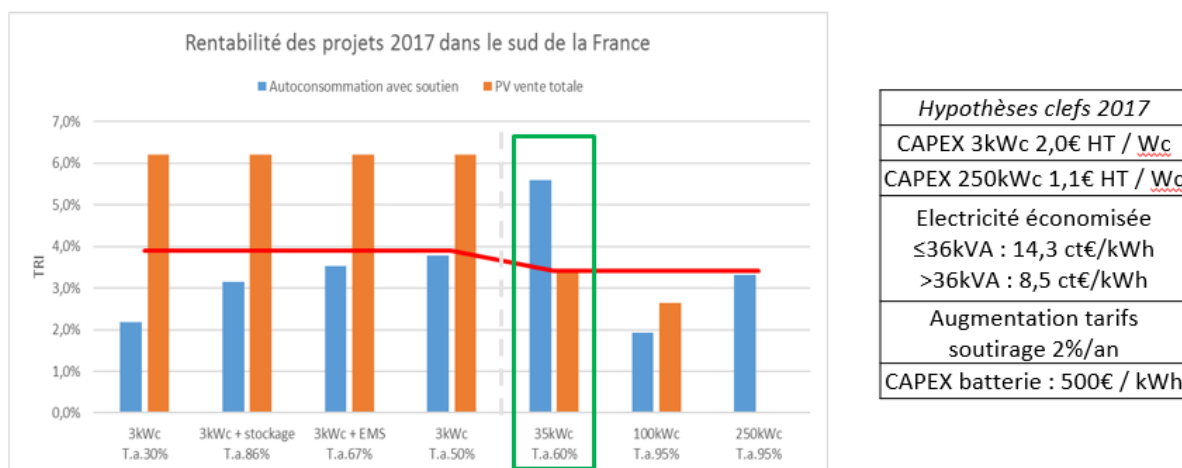
Hors selon les abonnements¹, cela amputerait 15 à 25% des économies annuelles prévisionnelles sur les kWh autoconsommés, ce qui représenterait une perte de 4% du taux de rentabilité interne (TRI) pour ces projets. Or d'après le graphique reproduit ci-après présenté par l'ADEME lors de l'atelier PPE sur l'autoconsommation, la rentabilité des opérations actuelles >30kW, même dans le Sud de la France atteint à peine ces niveaux de TRI. **Les propositions de la CRE conduiraient donc à une non- rentabilité**

¹ Deux cas de figure :

Type	Puissance	Taux autoconsommation	CAPEX	Tarif fourniture
bureaux	35 kWc	T.a. 60%	1,46€HT/Wc	14,7c€/kWh
tertiaire	100 kWc	T.a. 95%	1,32€HT/Wc	8,5c€/kWh

En prenant comme hypothèses une augmentation du prix de fourniture de 3% sur les 5 premières années puis 2% ensuite.

des opérations, qui reste aujourd'hui encore incertaine dans beaucoup de configurations, et freinerait d'autant son déploiement sur l'ensemble du territoire.



Finalement la conséquence de cette proposition serait la nécessité de renforcer les systèmes de soutien pour couvrir les surcoûts occasionnés. Si la CRE met en avant l'intérêt de pouvoir "piloter efficacement le rythme de développement des installations de production d'énergie renouvelable et d'éviter les effets d'aubaine", cela met aussi en défaut le développement d'installation PV en autoconsommation sans soutien alors même que les objectifs de développement des EnR sont très élevés et qu'il serait souhaitable que leur déploiement puisse s'accélérer sans soutien public.

Il semble important d'envisager les bénéfices socio-économiques du déploiement de l'autoconsommation de façon plus large au-delà du seul périmètre du régulateur. A partir du moment où l'autoconsommation sera effectivement rentable pour les grandes toitures sur une fraction du territoire, pourquoi vouloir en limiter le déploiement ? C'est une opportunité économique pour les acteurs économiques (tertiaire, industrie, agricole) qui pourraient ainsi bénéficier d'un regain de compétitivité grâce à l'autoconsommation.

2. La CRE recommande la non extension du périmètre des opérations d'autoconsommation collective au-delà de l'aval d'un même poste de distribution HTA/BT

Cette définition réglementaire est cohérente avec l'architecture du réseau actuelle, mais elle s'applique aussi difficilement à la réalité spatiale des projets d'autoconsommation collective, pour lesquels des regroupements par logique territoriale semblent plus pertinents, par exemple une zone industrielle ou un quartier résidentiel.

L'ADEME est d'accord pour ne pas changer cette définition à court terme. Les systèmes sont seulement en phase expérimentale, et beaucoup de modalités tant techniques que juridiques restent à définir même à cette échelle.

Cependant cette position initiale devra être réévaluée en 2019, suite aux retours d'expérience issus des premières réalisations, et suite à l'étude Enedis/ADeF visant notamment à appréhender les effets et la valeur de l'autoconsommation pour le système électrique en ZNI, et que l'ADEME propose d'étendre à la Métropole.

Une extension du périmètre de l'autoconsommation collective à une échelle cohérente avec les activités du territoire sera alors à déterminer, à l'exemple de la maille IRIS, du code postal ou du cadastre.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées?

L'ADEME est d'accord sur le fait que, face à la multiplication des modes d'utilisation du réseau, une multiplication des tarifs à l'usage n'est pas adaptée. Par ailleurs, une utilisation différente du réseau par les autoconsommateurs n'étant à ce jour pas démontrée, il n'y a pas justification de leur imposer un tarif différent de celui appliqué aux autres consommateurs.

Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Comme expliqué par la CRE, quel que soit l'usage et le type d'utilisation du réseau, une baisse de consommation aux heures critiques doit se traduire par une baisse de facture proportionnée, et une hausse de consommation à ces heures par une hausse de facture. Une solution pourrait être d'augmenter le nombre de plages, aujourd'hui au nombre de 4 (HPH, HPB, HCH, HCB), avec le risque de créer des effets indésirables tels que des effets rebonds ou de devoir créer un nombre trop important de plages horaires. Avec la part croissante des sources de production décentralisées, il faut toutefois avoir en tête que les plages horaires les plus dimensionnantes pour le réseau pourront de plus en plus relever de spécificités locales.

Une solution plus efficace pourrait être d'augmenter le poids de la part puissance dans la composante de soutirage dans le but de récompenser les utilisateurs-consommateurs (par une réduction de facture) qui à la fois étaleraient leurs consommations et diminueraient leur consommation aux heures critiques. La part énergie devra rester suffisamment importante pour ne pas constituer une incitation à la sur-consommation.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées?

L'ADEME est d'accord pour ne pas modifier les composantes de comptage et de gestion.

Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

La CRE envisage de créer une composante de soutirage spécifique à l'autoconsommation collective, avec un découpage horo-saisonnier classique mais avec des tarifs différenciés en fonction du caractère autoproduit ou alloproduit du kWh consommé.

Composante de soutirage des flux autoproduits :

Concernant la composante de soutirage des kWh autoproduits, l'ADEME n'est pas d'accord avec l'allocation ainsi définie d'une sollicitation du réseau HTA à hauteur de la moitié des kWh comptabilisés comme autoproduits au bilan sur le pas de temps d'une même demi-heure.

Si des sollicitations ponctuelles et fréquentes sont inévitables dans l'opération d'autoconsommation, l'ADEME questionne cette définition où l'on considère qu'un bilan de 100 kWh autoproduits a également fait transiter 50kWh sur le réseau HTA. Autant l'utilisation avérée du réseau basse tension pourrait demander la participation à son financement sur les kWh autoproduits, autant le niveau de sollicitation du réseau HTA n'est pas démontré, ce que la CRE reconnaît d'ailleurs.

Etant donné que les retours d'expérience des premières opérations d'autoconsommation collective n'ont pas encore été livrés, l'ADEME préconise d'attendre ces retours d'expérience pour ensuite juger de la pertinence de créer une composante de soutirage spécifique aux flux autoproduits et justifiée par des transits HTA. Dans l'attente, l'ADEME propose de considérer que les flux autoproduits ne sollicitent pas le réseau HTA et souhaiterait, dans le même temps, que la CRE s'engage sur un plafonnement ferme (par exemple au niveau envisagé actuellement de 50kWh) de cette composante pour que son réexamen futur ne remette pas en cause les bases financières des porteurs de projet.

Composante de soutirage des flux alloproduits :

La CRE envisage de considérer qu'« un soutirage de 100 kWh en basse tension génère 106kWh de transit en HT, la production décentralisée n'étant alors plus prise en compte, par symétrie » pour compenser les pertes du réseau.

Pour autant, l'ADEME remarque que si les sites en autoconsommation collective présentent une disparité forte sur les taux de couverture des besoins, ceux-ci sont néanmoins à des niveaux bas. Pour une sollicitation du réseau finalement peu différente des autres consommateurs, il serait appliqué cette inégalité de participation aux charges du réseau. Logiquement, le soutirage de 100kWh d'énergie alloproduite génère 100,2kWh de transits en HTA, au même titre qu'un soutirage classique hors autoconsommation.

Si une composante de soutirage spécifique à l'autoconsommation collective était conservée, l'ADEME propose de conserver la composante de soutirage au même niveau que celle appliquée aux consommateurs classiques, avec la considération qu'un soutirage de 100 kWh en BT générerait 100,2 kWh de transits en HTA, et non pas 106kWh comme proposé par la CRE. Cette composante pourra être réévaluée dans le cas où une expertise sur les effets de l'autoconsommation pour le système électrique mettrait en évidence le besoin d'une différenciation de traitement.

Sur l'approche générale :

La CRE avance par ailleurs son objectif d'assigner un signal tarifaire par le TURPE, incitant à diminuer les soutirages « alloproduits » notamment aux heures critiques pour le réseau (la composante énergie se trouve majorée d'1€/kWh à ces heures). En premier lieu, l'ADEME estime que l'application différenciée qu'a réalisée la CRE de l'augmentation de 100,3kWh à 106kWh sur les différentes tranches horaires du TURPE n'est pas très explicite et mériterait plus de transparence dans le mode de calcul. En outre, pour un site en autoconsommation sans stockage, les heures critiques (heures pleines en hiver) coïncident avec la période de production PV minimale. Le « consommateur-participant à une opération d'autoconsommation collective » n'a donc pas cette flexibilité attendue par la CRE, et se trouvera ainsi pénalisé pour avoir participé à cette opération d'autoconsommation.

Prenons l'exemple d'un logement situé dans un immeuble pouvant accueillir une opération d'autoconsommation collective et localisé dans une région très ensoleillée. L'ADEME propose de se placer, pour cet exemple, du point de vue de ce logement, supposé consommer environ 6400 kWh/an

en abonnement courte utilisation, à qui il lui est proposé de participer à l'opération d'autoconsommation collective. On suppose pour simplifier que pour une opération de taille médiane, le prix de revient du kWh solaire est équivalent à celui du prix de fourniture.

Dans le cas où le logement participerait à une opération d'autoconsommation collective, les kWh consommés se répartissent entre « alloproduits » et « autoproduits ». Cette répartition dépend intrinsèquement des profils de consommation et du dimensionnement de l'installation. Ci-après se trouvent deux exemples de répartition pour un taux d'autoproduction de 10% en hiver (~ 0,9 kWc/foyer).

		Allocation des kWh	HPH	HCH	HPB	HCB
Profil 1	Participe à l'opération d'autoconsommation collective	"autoproduits"	318	3	403	20
		"alloproduits"	1480	1435	1167	1530
	Ne participe pas à l'opération d'autoconsommation collective	"TURPE 5"	1799	1438	1570	1550
Profil 2	Participe à l'opération d'autoconsommation collective	"autoproduits"	283	3	688	22
		"alloproduits"	2034	658	1925	768
	Ne participe pas à l'opération d'autoconsommation collective	"TURPE 5"	2317	661	2613	790

A hauteur de 15% de ses besoins en hiver couverts (éq. au taux d'autoproduction), le TURPE collectif facturé annuellement tel que proposé par la CRE est légèrement supérieur à celui de sa facture initiale où toute la consommation était soutirée du réseau. A 10% du taux de couverture en hiver, cela représente une augmentation de 10 à 15% de la part facturée de TURPE selon les profils de consommation.

Les propositions d'augmentation différenciée du TURPE pour les kWh alloproduits proposées par la CRE décourageraient donc ici un consommateur souhaitant s'engager dans une opération d'autoconsommation, et le dissuaderaient donc d'investir dans la production d'électricité de sources renouvelables, avec un prix de revient du kWh équivalent à celui du prix de fourniture, et qui sollicite moins le réseau par principe. Dans une région moins ensoleillée, il faudrait aussi un investissement plus grand pour garder une transition de la part de TURPE équilibrée, qui ne serait lui pas rentabilisé (les prix en surimposé des installations de moyenne puissance étant encore hauts).

Les composantes de soutirage proposées par la CRE constitueraient donc un obstacle à l'appropriation de l'autoconsommation pour les particuliers concernés par les opérations d'autoconsommation collective, en pénalisant ceux qui ne peuvent prétendre à une couverture de leurs besoins suffisante sans surdimensionnement.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération?

La CRE a demandé à ENEDIS les surcoûts pour l'architecture d'un système d'information nécessaire à la gestion contractuelle d'un pool de 250 000 consommateurs en autoconsommation collective. Bien que la CRE reconnaisse que ces estimations reposent sur « des hypothèses que seul le retour d'expérience permettra de vérifier », la CRE propose cette majoration de 50% de la composante de gestion pour les utilisateurs en autoconsommation collective.

L'ADEME reconnaît l'existence de ces surcoûts qu'il faudra compenser par un TURPE spécifique selon le principe de progressivité du tarif. **Néanmoins, devant la grande incertitude sur les hypothèses**

prises en compte, l'ADEME préconise d'attendre l'évaluation d'un nombre suffisant d'expérimentations pour fixer cette valeur absolue de la composante de gestion. Le nombre de projets émergents dans les mois à venir ne devraient pas encore mettre en péril les services du GRD, dont l'ADEME salue la coopération dans les projets démonstrateurs.

Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Dans le cas où il y aurait effectivement une différenciation du TURPE sur les flux alloproduits comme autoproduits, l'ADEME est d'accord avec les modalités proposées par la CRE pour les prendre en compte dans les TRV.